

Courrier du 09/09/2019 au Président de la République

Association Concarnoise pour la Défense
du Pouvoir d'Achat Français et de l'Emploi – ACDPAFE

Twitter : [@DesavoyeM](https://twitter.com/DesavoyeM)

Française

Monsieur Emmanuel MACRON
Monsieur le Président de la République

Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS

Concarneau, le 09 septembre 2019

Objet : SOLLICITATION D'UNE DEMANDE D'AUDIENCE

Monsieur le Président de la République Française,

Je vous ai fait parvenir un courrier en date du 09 mai 2019 pour la sollicitation d'une audience, celle-ci restée sans réponse de votre part.

En date du 06 mars 2019, je vous exposais et vous adressais le document de présentation de notre projet pour la mise ne place d'une Cotisation Sociale. Nous avons obtenu une réponse le 18 mars 2019 de la part de votre Chef de Cabinet, Monsieur François-Xavier LAUCH. Lors d'un deuxième échange avec Monsieur François-Xavier LAUCH, votre collaborateur nous informait en date du 09 avril 2019 qu'il avait transmis notre dossier à Monsieur Bruno LE MAIRE, Ministre de l'Economie et des Finances.

En date du 16 avril 2019, j'ai adressé un courrier avec différents documents à Monsieur Bruno LE MAIRE, pour le rencontrer, afin de lui exposer notre projet. Malheureusement, nous n'avons obtenu aucune réponse de votre Ministre.

Je suis assez surpris de ce silence qui me pose question ! Qui m'interpelle sur l'intérêt porté aux citoyens qui souhaitent s'engager pour contribuer à l'avancement de notre Nation. En effet, avec tout le respect que je dois à votre fonction, à votre personne, je suis obligé de m'interroger sur votre volonté à écouter vos concitoyens qui défendent un véritable projet économique. La déception est forte, mais il n'y a pas de découragement des membres de notre association puisque nous sommes déterminés, volontaires, et nous croyons à notre projet, et à ce jour nous ne sommes plus les seuls, à y croire.

J'ai la certitude que notre projet n'est pas arrivé jusqu'à vous, vos équipes ont dû le bloquer, le trouvant certainement à leurs « yeux » farfelu. Il ne l'est pas, vous pourrez le constater par vous-mêmes, Monsieur le Président de la République, en prenant connaissance de notre courrier.

L'objet de notre association concerne la défense du Pouvoir d'achat et de l'emploi.

Pourquoi ? Vous le savez mieux que quiconque, Monsieur le Président de la République, les entreprises sont asphyxiées par les charges, et cela depuis des décennies. En ce qui concerne les Françaises et les Français, le constat est implacable : leur pouvoir d'achat a diminué, malgré vos dernières mesures qui ne concernent pas l'ensemble de la population Française, expliquant en partie le "mouvement des Gilets Jaunes".

Economiquement, financièrement, socialement les Françaises et les Français souffrent. Notre projet de Cotisation Sociale permettra d'y apporter des réponses.

Notre mode de fonctionnement économique a atteint ses limites, si nous continuons ainsi, malheureusement notre Nation ira "droit dans le mur" et ceci est inacceptable. En 1961, la France occupait le troisième rang mondial derrière les USA, et la Grande-Bretagne. En 2017, nous sommes au septième rang. Des pays comme la Chine, le Japon, l'Allemagne, l'Inde ont progressé, ont su se développer plus vite que nous.

Pendant toute cette période, qu'ont fait vos prédécesseurs ? Ils ont mis en place et perpétué une "fiscalité sociale" forte pénalisant l'outil de travail : des Artisans, des Commerçants, des Professions Libérales, des Indépendants, des TPE, des PME, des ETI, et des PMI. L'une des conséquences directes, a été la pénalisation de la richesse des entreprises françaises, appelée : la Valeur Ajoutée. Cette dernière a été considérablement attaquée depuis des décennies, et malheureusement cela continue.

Cette pratique asphyxiante réduit toutes capacités de développement, d'investissement, d'amélioration sereine des salaires, d'équilibre et/ou amélioration de la trésorerie des entreprises. Les autres effets induits, par cette "fiscalité forte" empêchant les entreprises de se développer normalement, de dégager des résultats significatifs, a eu des conséquences graves puisqu'elle a provoqué des plans de licenciements importants, affaiblissant le système des retraites : Une entreprise qui licencie 500 personnes, c'est 500 cotisations salariales et patronales qui disparaissent à « l'instant T ». Ceci a pénalisé également le pouvoir d'achat des Françaises et des Français puisqu'une entreprise qui ne peut juste que dégager des résultats à l'équilibre, ne peut pas, malheureusement, mieux rémunérer ses salariés, sans se mettre en danger.

Le constat que nous expliquons dans nos différents documents en pièces jointes, fait apparaître que la richesse productive est mise à mal, voir n'existe plus, et cela est dommageable pour tous. Notre modèle économique n'est plus basé sur la valeur du travail, mais sur le modèle de la consommation, attesté par les indices de la croissance.

L'objectif de notre association est de redonner :

- ✚ A l'ensemble des Françaises, des Français du pouvoir d'achat.
- ✚ Aux entreprises de l'oxygène financière.
- ✚ Pour l'Etat une capacité financière pour mieux assurer certains postes budgétaires.

Vous pouvez peut-être, Monsieur le Président de la République, nous trouver présomptueux, ambitieux dans nos propos, mais nous sommes simplement conscients qu'en tant que citoyens nous pouvons également être une force de propositions, c'est ce que nous faisons, et notre Manifeste est accueilli très favorablement par l'ensemble des personnes que nous avons rencontrées.

Depuis le 08 AVRIL 2019, date de la création de notre nouvelle association, nous ne sommes pas restés immobiles, nous avons été dans l'action pour présenter notre projet qui est devenu un Manifeste. Je me permets en quelques lignes, de vous énumérer nos principales actions :

- ✚ Nous avons adressé plus de 15 000 mails aux : Députés, aux Sénateurs, aux Maires, aux Présidents de Région, aux Présidents Départementaux, aux journalistes, aux économistes, aux médias presse, radios, et télévisions.
- ✚ Nous avons écrit à Monsieur Bruno LE Maire, Ministre de l'Economie et des Finances, malheureusement aucun retour.
- ✚ **Le 13 mai à Concarneau** : organisation d'un deuxième débat sur la présentation de notre Manifeste : La Cotisation Sociale, en la présence de Monsieur Marc CHESNEY, Professeur de Finances à l'Université de Zurich, ex-Doyen d'HEC Paris, et co-initiateur du projet de Micro-Taxe en Suisse. Monsieur Marc CHESNEY a validé notre projet de Cotisation Sociale.
- ✚ **Le 25 juin à Rennes** : nous avons rencontré le Président Patrick CARE, du CESER Bretagne, et Mme Fanny TARTARIN, Directrice Générale du CESER Bretagne.
- ✚ **Le 25 juin à Rennes** : nous avons rencontré Mr Frédéric DUVAL, Délégué Général du MEDEF Bretagne.
- ✚ **Le 27 juin à Brest** : nous avons été invités par les journalistes de la chaîne TESEO, et de TEBESUD pour des interviews, et sur France Iroise.
- ✚ **Le 09 juillet à Paris** : rendez-vous à l'Assemblée Nationale avec Mr Clément ROYO, Conseiller de Monsieur Eric WOERTH, Président de la Commission des Finances. Dans le dernier quadrimestre, nous rencontrerons le Rapporteur Général, et nous présenterons notre Manifeste, lors de la réunion avec l'ensemble des députés de la Commission des Finances de l'Assemblée.
- ✚ **Le 09 juillet à Paris** : rendez-vous au Sénat avec Monsieur Vincent EBLE, Président de la Commission des Finances, Monsieur Michel CANEVET, Sénateur de Quimper, et un Administrateur des Affaires Sociales. Dans le dernier quadrimestre, nous rencontrerons le Rapporteur Général, et nous présenterons notre Manifeste, lors des réunions avec l'ensemble des sénateurs de la Commission des finances, et l'ensemble des sénateurs de la Commission des Affaires Sociales.

Dans le constat de nos différents rendez-vous, il y a trois effets positifs : le premier : notre projet a reçu un écho favorable de l'ensemble de nos interlocuteurs. Le deuxième : nous pouvons continuer à travailler sur les bases présentées et les développer. Le troisième : nous avons été écoutés, notre projet n'a pas été écarté, ni par les techniciens, ni par les politiques, ni par les économistes.

La base de notre manifeste est de remplacer l'ensemble des charges salariales (hormis la CSG et la CRDS qui sont des impôts), et l'ensemble des cotisations patronales par la mise en place d'une Cotisation Sociale de 1,50% prélevée sur l'ensemble des flux des paiements scripturaux en France. Notre projet est franco-français respectant le modèle social actuel. Nous modifions uniquement la source de la collecte. **Il ne coûte pas un euro supplémentaire à l'Etat, bien au contraire, et n'aggrave pas d'un euro la dette publique.**

- ✚ Notre projet peut paraître "révolutionnaire", il l'est.
- ✚ Notre projet peut paraître "innovant", il l'est.
- ✚ Notre projet peut bousculer des "habitudes bien ancrées", "certains codes établis", c'est vrai.

Notre modèle social et fiscal a plus de cent ans, nous sommes au XXI ème siècle, nous pouvons raisonnablement penser à écrire et proposer une autre alternative

Actuellement, la concertation pour la réforme des retraites est en cours, elle est nécessaire pour l'équité de tous, et pour sécuriser le modèle. Il y a des divergences de point de vue, selon les responsables politiques, les organisations patronales, les organisations syndicales. Notre projet de mise en place de la Cotisation Sociale permettra de sauvegarder le système actuel par répartition, tout en tenant compte de vos propositions, en exemple, comme la durée du temps de travail, et pas l'âge pivot. Mais surtout d'en assurer sereinement et dans le temps son financement. Nous l'expliquons dans le document de la présentation de la Cotisation Sociale.

Je vous remets, Monsieur le Président de la République, les documents qui ont été actualisés et complétés depuis notre dernier envoi à votre égard.

Avant la prise de connaissance de notre Manifeste, un exemple chiffré de ce que pourrait rapporter à l'Etat la mise en place de notre Cotisation Sociale :

Le flux des paiements scripturaux en 2017 en France, ont représenté la somme de : **27 576 Milliards**. Nous avons retiré volontairement dans notre calcul, le montant de l'épargne soit 263 milliards pour ne pas pénaliser la volonté d'épargner. En conséquence la base de calcul est de : 27 313 milliards. Dans le cadre de la mise en place de la Cotisation Sociale en appliquant : **un taux minimum de 1,50% - un taux médian de 2% - un taux maximum de 2,50 %** nous pourrions dégager une réelle capacité budgétaire supplémentaire pour l'Etat de :

- ✚ $27\ 313\ M \times 1,50\% = 25,1\ \text{milliards}$
- ✚ $27\ 313\ M \times 2\% = 161,7\ \text{milliards}$
- ✚ $27\ 313\ M \times 2,50\% = 298,3\ \text{milliards}$

Dans la proposition de notre dispositif chacun est gagnant :

- ✚ Les Françaises et les Français actifs et non actifs sont gagnants pour leur pouvoir d'achat.
- ✚ L'ensemble des Entreprises pourront se dégager de la trésorerie, investir de nouveau, améliorer les rémunérations des salariés, etc.

✚ L'Etat aura une capacité budgétaire supplémentaire.

Ces chiffres sont fondés, ils ont été validés par des économistes que nous avons rencontrés. Cette masse financière supplémentaire permettra de répondre aux difficultés rencontrées dans : l'Enseignement, la Santé, l'Emploi, la Sécurité, la Fiscalité, la Dépendance, la Justice, l'Écologie, et pour d'autres secteurs.

Je vous remercie très sincèrement, Monsieur le Président de la République, de toute l'attention que vous porterez à la lecture du courrier et de nos documents. Nous avons mis en place un site internet www.acdpaf.com, avec une chaîne You Tube reprenant la vie de notre projet.

Je suis conscient que votre emploi du temps est colossal, mais notre projet mérite d'être entendu par vous. Je sollicite de nouveau auprès de vous, Monsieur le Président de la République, une audience pour vous expliciter de vive voix notre Manifeste.

Ne me décevez pas, ne nous décevez pas, Monsieur le Président de la République, soyez à l'écoute de notre projet.

Soyez, Monsieur le Président de la République, le premier homme politique à créer ce « choc émotionnel » tant attendu par toute une Nation. Vous en avez la capacité, saisissez cette opportunité, ayez cette volonté politique de mettre en place : la Cotisation Sociale qui permettra nous en sommes persuadés, de répondre à beaucoup de problèmes et d'incertitudes.

Dans le fort espoir de vous rencontrer, et surtout, que ce courrier ne reste pas sans réponse de votre part, ni contact.

Rien n'est plus puissant qu'une idée dont l'heure est venue (Victor Hugo).

Monsieur le Président de la République, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, à l'expression de ma très haute considération.

Jean-Marie DESAVOYE

Président ACDPAFE

www.acdpaf.com

Twitter : @acdpaf @FDAPE_

Twitter : @DesavoyeM

Projet CSMTSF déposé à l'INPI enveloppe Soleau, et acte notarié.